

ce mécontentement doit être organisé pour que les autorités soient sérieusement contestées, sans que cela soit forcément par la violence.

Or, ces conditions ne sont pas toutes réunies en Chine actuellement. De plus, compte tenu du choix que les citoyens chinois doivent faire entre l'environnement et la croissance économique, rien ou presque n'indique qu'il y ait mécontentement généralisé devant l'état de l'environnement. Il ne fait aucun doute que la classe des *getihu* - entrepreneurs privés - ne cherche qu'à faire de l'argent, et qu'elle n'est mue par aucune grande motivation sociale, comme la redistribution du revenu, l'équité et la protection de l'environnement. Bon nombre des membres les plus dynamiques de la société ont centré leur énergie et leur talent dans les domaines où le régime chinois a encouragé une plus grande indépendance - croissance et création de la richesse. Bref, rien, ou presque, ne donne à penser qu'il y a fissure entre le gouvernement et la population sur les questions environnementales, du moins pour l'instant.

Il se peut que l'équation stress environnemental-sécurité nationale ne change pas immédiatement, ou significativement, les priorités du gouvernement chinois. Mais l'attitude de la population peut changer, ce qui soulèverait la perspective d'un conflit violent et de l'instabilité politique, et le régime en place pourrait alors constater qu'il est de son intérêt d'accorder une priorité plus élevée au dossier environnemental. Il est peu probable qu'un conflit violent à grande échelle se produise avant l'an 2000, mais les quinze à vingt années qui suivront pourraient être plus décisives.

La violence nationale pourrait-elle être plus prononcée si la Chine stoppait ou même ralentissait la croissance économique? Voilà un sérieux dilemme, car si le stress environnemental peut être facteur de violence, il en va de même de l'absence de croissance économique. Une réduction abrupte de cette croissance pourrait menacer la légitimité du gouvernement et entraîner une instabilité politique porteuse de violence, laquelle pourrait à son tour avoir des effets néfastes sur l'environnement. Cette possibilité rend inopérant le paradigme habituel stress environnemental-conflit violent.

L'analyse des liens entre stress environnemental et sécurité nationale montre qu'il n'est pas nécessaire de revoir fondamentalement la politique étrangère du Canada à l'égard de la Chine. Les principaux objectifs du Canada en Chine demeurent la stabilité politique, la réforme de l'économie et le développement durable. La relation entre stress environnemental et violence devrait renforcer la volonté du Canada d'atténuer ce stress et de canaliser le mécontentement des Chinois à l'égard de leur environnement vers une solution constructive. Dans son processus décisionnel, pour les initiatives aussi bien bilatérales que multilatérales, le Canada devra tenir compte des problèmes environnementaux de la Chine et des réponses que celle-ci y apporte.